

GILBERT MEYNIER

Université de Nancy II et

Groupe d'Etudes du Maghreb et du Monde Musulman

(Université de Paris VII)

L'Emir Khaled et le communisme (1919-1926)

Le recours des colonisés au soutien communiste est un fait connu: dans les années vingt, le retentissement de la révolution bolchévique y incite plusieurs leaders, d'Abd El Krim à Ho Chi Minh. Mais, entre l'adhésion en connaissance de cause aux principes du socialisme marxiste-léniniste et la recherche d'appuis à des combats nationaux, il existe de nombreuses nuances des engagements politiques. Ces différences se traduisent, ainsi, par l'évolution ultérieure de tel militant, fort différente de celle de tel autre: on sait que, pour des hommes qui furent sensibles au "soleil levant" de 1917, les trajectoires et les devenirs furent multiples.

Cette communication s'attachera à traiter le cas d'un leader relativement méconnu, petit-fils de l'émir Abd El Kader, l'émir Khaled El Hachemi El Jazâiri qui fut, au lendemain de la guerre de 1914-1918, la bête noire du colonialisme français. Ce premier révélateur d'une lutte politique moderne fut voué aux gémonies par le pouvoir français comme "agent bolchévique": après avoir électrisé l'Algérie algérienne d'une onde de choc sans précédent, il fut contraint de s'exiler d'Algérie. Retiré à Alexandrie, en Egypte à partir de l'été 1923, il tenta à trois reprises de reparaitre sur le théâtre politique européen, particulièrement

en France. Il est avéré qu'il le fit avec le soutien du Parti Communiste Français. Le journal L'HUMANITE annonça même, en 1924, son adhésion au parti. Cette adhésion est d'ailleurs, pour l'historien, problématique et il est fort probable que l'émir Khaled n'adhéra jamais qu'à l'Union Intercoloniale, organisation dans la mouvance communiste, créée à l'initiative des communistes, à l'intention des colonisés de l'"empire" colonial français. Quelle que soit la réalité, au fond, secondaire, des faits, sur ce point, il conviendra surtout de s'interroger sur la nature du "communisme" de l'émir Khaled. Et, une version couramment répandue par une certaine vision nationaliste algérienne de l'histoire affirme que ce fut l'émir Khaled qui fut à l'origine de la création de l'Etoile Nord-Africaine, de manière à disqualifier, dans cette création, ceux que l'historiographie récente la plus sérieuse désigne comme ses véritables fondateurs: Abdelkader Hadjali et Messali Hadj, en 1926, qui étaient tous deux, à ce moment, des militants inscrits au Parti Communiste Français. Il faudra donc tenter d'y voir clair, d'une part pour établir une factualité aussi peu contestable que possible, d'autre part pour permettre d'affiner la vision du communisme de l'émir Khaled. Auparavant, l'examen des faits prouvant la collusion, puis l'alliance de l'émir Khaled, avec le communisme, particulièrement le Parti Communiste Français, des hantises du pouvoir colonial à son endroit serviront d'amarrage au traitement du sujet.

Vis à vis de l'émir Khaled, comme vis à vis de nombre de personnalités du monde colonisé, le pouvoir colonial eut une vision équivoque: le colonisateur ne peut voir dans le colonisé

que ce qu'il redoute qu'il soit ou ce qu'il veut absolument qu'il soit. Si bien qu'il fut vu comme pro-français, surtout pendant son service dans l'armée française (1895-1919), soit comme "nationaliste musulman" à partir de cette dernière date. Or, si l'on s'en tient à lettre de ce que déclara l'émir Khaled pendant ses campagnes électorales, de 1919 à 1923 ou de ce qu'il dit au gouvernement français, il apparait qu'il fut bien peu un contestataire violent: il se contenta de défendre la dignité des Algériens, de réclamer surtout pour l'élite des droits politiques tout à fait en conformité avec la norme coloniale, de revendiquer en particulier une représentation au Parlement français. Jamais ses revendications ne furent satisfaites. Mais, ce qui contribua à alarmer le pouvoir colonial, ce fut le ton nouveau de la presse "indigène", notamment de L'IKDAM, le journal dans lequel s'exprimait l'émir Khaled.

Le pouvoir colonial notait avec agacement et effroi que des articles et des rédacteurs de cette feuille de l'élite algérienne étaient échangés avec le journal DEMAIN socialiste et, de plus en plus, avec LA LUTTE SOCIALE communiste. Khaled couvre, par exemple, de son nom les panégyriques parus dans L'IKDAM sur les anciennes terres communautaires des tribus (la terre 'arch), assimilées au moyen de production d'un "collectivisme agraire". A l'époque, l'interprétation du passé algérien avec des outils, même bien sommaires, de l'analyse marxiste, suscite l'effroi des intellectuels de l'establishment colonial. Le rédacteur de l'ex-feuille libertaire constantinoise LE CRI DE L'ALGERIE, l'ex-colon ruiné de Bordj Bou Arreridj, Victor Spielmann, signe, à la fois dans L'IKDAM et dans LA LUTTE SOCIALE - le journal

communiste d'Algérie - les plus radicales condamnations de la "politique indigène" de la France. Au conseil municipal d'Algérie, les khalédiens votent la plupart du temps avec la minorité française de gauche. Dans l'association La Jeunesse Musulmane, constituée à l'initiative de Khaled, les trois premiers présidents successifs sont l'instituteur modéré Branki, mais aussi un militant des Jeunesses Communistes, Ahmed Bouralha (qui fut arrêté après le congrès de Montluçon) et le peintre et arabisant Omar Racim, qui fut condamné pendant la guerre de 1914-1918 par le conseil de guerre d'Algérie pour intelligence avec l'ennemi. La collusion avec les socialistes de gauche est d'autant plus mal ressentie qu'elle se produit au moment de la constitution de l'ébauche d'un front de classe transcommunautaire, au-delà de la barrière coloniale, particulièrement mis en évidence par les manifestations des 1er mai 1919 et surtout 1920 et par la vague de grèves qui secoue l'Algérie, mettant au coudé à coudé, fraternellement, les hommes des deux communautés. Or, sans que, personnellement, Khaled fût pour rien dans l'ébauche de ce front de classe qui terrorisa la bourgeoisie coloniale, sans que l'émir Khaled daignât jamais participer à la moindre manifestation populaire, son journal, loin de repousser les avances de l'extrême-gauche européenne d'Algérie, célébrait à sa manière la participation des "indigènes" aux défilés du 1er mai.

Dans les rapports de police, le nom de Khaled fut donc naturellement associé à ces "signes d'un premier éveil politique", sous les auspices de la C.G.T. et de la Troisième Internationale, vers laquelle s'orientèrent massivement les socialistes d'Algérie au congrès de Tours, den décembre 1920. En 1922, Bouralha se fit

arrêter à nouveau pour avoir frappé le fasciste Charles Collomb - le théoricien des "ligues civiques" des colons, imitées des groupements fascistes italiens contemporains au cours d'une manifestation "communiste" (en fait autant anarchiste que communiste) antimilitariste contre un cortège d'anciens combattants. La même année, L'IKDAM publia plusieurs articles violents contre le colonialisme français: l'indigénat est dénoncé comme un "régime d'exception", Khaled lui-même stigmatise "le régime du knout". Le journal compare l'aveuglement des colons à celui de la noblesse française aux approches de la Révolution de 1789 et il conclut: "Hors d'ici... Vous ne l'aurez pas volé!". En 1922, violemment pris à parti par la bourgeoisie coloniale et le lobby colonial algérien à Paris, Khaled fut accusé d'être un agent des soviets. Et de fait, il avait commencé à se tourner résolument vers le Parti Communiste. Avant la guerre de 1914-1918, lorsque le pouvoir colonial voulait se débarrasser de gêneurs, il les traitait de panislamistes; après la guerre, tout naturellement, il les traite de communistes.

En 1923, devant la baisse d'audience électorale des khalédiens, certains d'entre eux proposèrent de "convertir L'IKDAM au communisme intégral" et les derniers numéros du journal se ressentent d'une influence "bolchéviste" croissante. Mais, aux élections aux Délégations Financières (le "parlement" colonial algérien) d'avril 1923, l'émir Khaled préféra la candidature de modérés qui furent tous battus. L'émir Khaled suspendit la parution de L'IKDAM, il démissionna de tous ses mandats électoraux. Et ce fut un homme désespéré qui finit par accepter le marché peu reluisant conçu par le secrétaire général du gouvernement général

de ses 85 000 francs de dette.

Un après son éloignement d'Algérie (été 1923) Khaled débarqua à Paris, au lendemain de la victoire électorale du Cartel des Gauches. Il choisit de se voir patronné par le Parti Communiste: à la suite des directives de l'Internationale communiste, le P.C. avait résolu de soutenir les "bourgeoisies nationales révolutionnaires". Il avait échangé, en 1923-1924, une correspondance avec Khaled par l'intermédiaire de son fondé de pouvoir à Paris, Ahmed Rabah Belghoul. Dans la capitale française, il fit à deux reprises une conférence, l'une à la salle des Ingénieurs Civils (salle qui était le siège d'une association de solidarité musulmane franco-maghrébine, la Fraternité Islamique), le 12 juillet 1924, l'autre à la salle Blanqui, sous les auspices de l'Union Inter-coloniale communiste. Le texte de la conférence fut publié peu après par un militant libertaire humaniste algérois, qui appartenait, alors, au Parti Communiste, Victor Spielmann, à ses rupture entre l'émir Khaled et ceux qui avaient toujours, jusque là, été ses amis politiques, les tenants du libéralisme colonial, incarnés par exemple par le président Edouard Herriot ou encore par le député socialiste Marius Moutet. Certes, le choix ouvert de l'alliance avec les communistes n'était peut-être pas le moyen le plus sûr pour obtenir des actes du gouvernement Herriot. Mais le P.C. était légal et Khaled n'enfreignait aucune loi française en se plaçant dans son giron. Au surplus, dans sa conférence, Khaled présenta un programme de réformes coloniales très modéré qui, en soi, ne pouvait choquer le gouvernement Herriot, dont le chef, lui-même, avait antérieurement souscrit à plusieurs de ses propositions.

Dès lors, indiscutablement, Khaled fut vu comme un "agent communiste". Des journaux libéraux qui avaient soutenu l'émir Khaled se désolidarisèrent de lui, comme LE TEMPS et LA REVUE INDIGENE. On tira à boulets rouges contre ce "redoutable aventurier du bolchévisme", contre cet "élément antifrançais". Devenu indisérable à Paris, Khaled retourna à Alexandrie. D'après des sources officielles françaises, il y prit une "attitude de plus en plus antifrançaise" et il donna publiquement à des envoyés de la République du Rif des marques de sympathie et de dévouement à la cause d'Abd El Krim El Khattabi. La résidence française du Maroc se tint informée des agissements de Khaled et tint pour vrai sa collusion avec Abd El Krim. Il n'est pas impossible que ce fût pour tenter de jouer un rôle auprès d'Abd El Krim qu'il tenta, en juillet 1925, de fuir l'Egypte pour gagner l'Italie avec un faux passeport.

Or, l'Italie apparaît souvent dans les supputations policières comme le lieu de contacts secrets entre délégués du Komintern et émissaires de Khaled à un moment où la police française soupçonnait Khaled de vouloir rallier le comat des Rifains. Certes, il a été démontré, notamment dans la thèse de Georges Oved (La Gauche française et le nationalisme marocain, Paris, 1984) que, sur ce qui concernait le Rif, les informations des services secrets français relevèrent souvent du délire imaginatif. Mais, en l'occurrence, les soupçons français paraissent être corroborés par des notes concordantes émanant du Foreign Office.

La cause du Rif était fort populaire en Algérie, comme elle le fut dans tout le Maghreb. Le combat mené par Abd El Krim y était vu comme un combat parallèle à celui de Khaled en Algérie,

à celui de Taalbi en Tunisie. Les documents consultés ne permettent pas de dire avec certitude si, avant 1925, il y eut des relations entre le dirigeant rifain et l'émir Khaled. Un seul télégramme, envoyé par le consulat de France du Caire, et daté de juillet 1925, put être retrouvé. On peut toutefois relever la coïncidence entre, d'une part, le retour triomphal de Saad Zaghloul au Caire, et l'offensive française au Rif, au nord de la rivière Ouergha, et d'autre part la décision de l'émir Khaled de reparaitre sur la scène algéro-française. On sait, en revanche, de manière plus certaine que, après son retour à Alexandrie de l'été 1924, Khaled rencontra à plusieurs reprises des émissaires soviétiques et des délégués de la République du Rif. Le journal colonial L'ECHO D'ALGER assura que Khaled aurait reçu des envoyés d'Abd El Krim lui demandant de retourner en Algérie pour y faire de l'agitation. Or, ces allégations paraissent être confirmées par des documents du Foreign Office et par le télégramme du Caire cité Supra :

"(...) Emir Khaled, en liaison avec le communiste français Lévy (Georges Lévy, député communiste du Rhône, collaborateur occasionnel de L'IKDAM et de LA LUTTE SOCIALE, NDLA) chercherait à quitter Alexandrie et à se rendre dans le Rif". Les explications de Khaled au sujet de sa tentative avortée de fuir en Italie (il aurait désiré se fixer en Italie afin de s'y adonner à l'agriculture...) ne peuvent décemment être prises au sérieux. Plaide en faveur d'une réorientation marocaine de Khaled la conjoncture rifaine: c'est en juillet que se produit l'"Anoual des Français", le craquement du front de la rivière Ourgha. Et c'est au milieu de l'été que le maréchal Pétain, chargé de réprimer

l'insurrection rifaine, de conserve avec le général Franco, débarque au Maroc. On peut donc imaginer que, au moment où la situation rifaine lui paraissait critique pour le colonialisme français, Khaled put penser pouvoir jouer un rôle nouveau au Maghreb à partir du tremplin rifain.

Arrêté par la police égyptienne et jugé par un tribunal consulaire français, il fut condamné à cinq mois de prison. Ayant fait appel, il fut traduit devant la cour d'appel d'Aix en Provence où il fut relaxé fin septembre 1925. Un seul parti organisa une action pour le soutenir: le P.C. tint, le 24, un meeting à Paris pour obtenir sa libération. Peu de temps auparavant, au printemps 1925, Khaled avait été présenté in abstentia aux élections municipales d'Alger sur une liste communiste et il avait été élu. En octobre, même présentation in abstentia pour des élections au Conseil général du département d'Alger. Ces élections furent d'ailleurs invalidées. Au nom de sa famille de Mascara et d'Alger, trois de ses parents, des collatéraux Boutaleb, assurèrent que le nom de Khaled avait été utilisé à son insu par les communistes et que l'émir ne voulait plus s'occuper de politique. Le 11 mai 1925, Khaled, de son exil alexandrin, avait rectifié, désavoué les témoignages de ses parents et non ses alliances politiques.

D'après le témoignage d'Ahmed Rabah Belghoul, interrogé par l'historien algérien Mahfoud Kaddache, Khaled aurait eu, aussi, en 1925, des contacts avec le dirigeant druse syrien Soltan Atrache pour former des Algériens à la guerre de guérilla, et par l'intermédiaire de Belghoul, d'autres contacts avec des caïds du Su-Marocain. Plus tard, en 1929, il aurait reçu d'un

général soviétique des propositions par l'intermédiaire de Doriot, mais Khaled aurait refusé parce qu'il "craignait la provocation". L'émir Khaled revint bien une troisième fois en France, en novembre 1925, et les documents ne permettent guère de savoir ce qu'il y fit. Mais on sait tout au moins qu'il était soupçonné de vouloir créer un mouvement politique parmi les Algériens résidant en France avec le soutien de la C.G.T.U. et que, surveillé de très près, il ne dut pas pouvoir faire grand chose. En tout cas, définitivement, cette fois, il dut quitter la France fin janvier 1926 et il se retira, en retraite de politique, auprès de sa famille, à Damas. Dès lors, il ne fit plus vraiment parler de lui et il cessa, dans les rapports français, à être associé, ou avec Abd El Krim, ou à Soltan Atrache. En tout cas, si des relations furent nouées, les projets algéro-marocains de Khaled restèrent à l'état de velléités. Il est sur que Khaled refusa de se résoudre à l'action clandestine et militaire. Vraisemblablement, pas plus qu'avec les destouriens tunisiens, il n'y eut de concertations organisées au-delà des simples contacts et des messages réciproques de sympathie. Fondamentalement modéré, l'émir Khaled resta toujours un modéré.

Pendant toute cette période, nonobstant le soutien communiste, le programme défendu par Khaled resta un programme modéré. La lettre-programme, adressée par Khaled à Herriot, et publiée par L'HUMANITE du 3 juillet 1924 n'innove guère. Comme auparavant, elle demande, pour l'essentiel, l'assimilation institutionnelle et l'égalité des droits civils entre Français et Algériens, l'association culturelle et politique. L'HUMANITE eut beau dire que la conférence du 12 juillet était "le plus formidable

réquisitoire qu'on ait jamais prononcé contre le colonialisme", le texte de cette conférence prétendument incendiaire était aussi modéré que celui de la lettre-programme. En aucun cas, en tout cas, une déclaration de guerre anticoloniale. L'HUMANITE s'en rendait d'ailleurs bien compte: elle notait ironiquement que Khaled défendait les libertés formelles.

Certes, si, pour le pouvoir colonial, les appuis communistes de Khaled étaient subversifs, l'appui recherché par Khaled auprès des communistes ne fut-il pas surtout conjoncturel? En s'abouchant avec l'émir Khaled, le P.C. recherchait une voix illustre qui pût d'elle même amplifier la propagande en Afrique du Nord. Symétriquement, pour l'essentiel, l'émir Khaled rechercha auprès des communistes un hautparleur puissant quand ceux qui étaient les hommes de son coeur -les libéraux en matière coloniale- s'étaient dérobés. S'il se résolut à prendre contact avec le P.C., ce fut dans un souci d'efficacité et parce que, au fond, les thèmes du P.C. en matière coloniale lui paraissaient aller dans le même sens que ceux de ses amis libéraux, quel que soit le caractère plus radical de leur formulation. Khaled lui-même n'eut jamais l'intention de mettre sur pieds un véritable parti populaire anticolonial. Il y eut bien la Fraternité Algérienne, le groupement qu'il créa en 1922; mais il ne voulut jamais lui donner un autre contenu que celui d'un groupe de pression électoral pour lui-même et pour l'élite qu'il représentait.

D'ailleurs, l'émir Khaled ne se tourna franchement vers les communistes qu'après avoir tenté de faire pression sur les politiciens, radicaux ou socialistes modérés, crédités de libéralisme colonial. Il mit sur pieds à Paris la Ligue pour la Représentation

des Indigènes au Parlement français dont Herriot accepta un temps d'être le président d'honneur. Cette organisation s'appuya sur la Ligue des Droits de l'Homme et, surtout, sur le député socialiste du Rhône, Marius Moutet, avec lequel une véritable amitié le lia. Or, l'action de Moutet fut surtout verbale; s'il est vrai qu'il intervint constamment à la Chambre pour dénoncer les inégalités dont les Algériens étaient victimes, il fut impuissant à empêcher le rétablissement, en août 1920, du code de l'indigénat discriminatoire qui avait été suspendu pendant la guerre de 1914-1918. L'action même de Moutet fut isolée dans son propre parti, le parti socialiste S.F.I.O.. Les propositions en faveur de la représentation parlementaire des Algériens, faites par des hommes comme Marius Moutet ou Maurice Viollette, firent long feu. L'arrivée, en 1921, à Alger, d'un nouveau gouverneur général, réputé de gauche et indigénophile, Théodore Steeg, ne fut suivie d'aucune mesure concrète en faveur des Algériens colonisés. Et lorsque Khaled, publiquement, s'adressa au président de la République Alexandre Millerand, en visite à Alger au printemps 1922, toutes les revendications modérées qu'il présenta rencontrèrent une fin de non-recevoir.

Le gouvernement du Cartel des Gauches, présidé par Edouard Herriot, arrivé au pouvoir au printemps 1924, n'était guère de nature à changer les choses: ce gouvernement radical est ouvertement soutenu par le lobby colonial. A Khaled en exil qui s'empresse de lui faire savoir combien son "arrivée" constitue pour "les musulmans algériens un heureux présage, une ère nouvelle", Herriot ne répond pas. Pas davantage, il ne daigna, lors des séances parlementaires fort nombreuses qui furent consacrées

aux questions coloniales, faire la moindre allusion au programme pourtant modéré que lui avait soumis l'emir Khaled dans la lettre-programme qu'il lui adressa. L'AFRIQUE FRANCAISE vit dans cette lettre rien moins qu'"une adaptation des premières sommations de Zaghoul Pacha à l'Angleterre". Les dix points de ce "programme de nos revendications primordiales" n'étaient ni nouveaux ni révolutionnaires, mais ils furent publiés par le seul organe du Parti Communiste Français.

Dès son arrivée à Paris, en juillet 1912, l'emir Khaled tenta de contacter des personnalités françaises réputées libérales qui, toutes, ou presque, à l'exception notable de Maurice Viollette, lui fermèrent la porte au nez. Ceux sur lesquels il comptait, comme son ami Moutet, ne firent rien: Moutet, de longue date, ami et colistier d'Herriot à Lyon, ne fit rien de ce qui eût pu sembler être une critique d'un gouvernement dont il rêva d'être le ministre des colonies, rêve que la décision de la S.F.I.O. de ne pas participer au gouvernement enterra. On sait maintenant que jamais le gouvernement "de gauche" Herriot n'eut d'intention réellement réformatrice en matière coloniale: l'atteste, par exemple, sa fantomatique commission des affaires tunisiennes qui ne fit absolument rien. L'atteste plus encore la décision qui fut sienne d'intervenir militairement au Maroc aux côtés des forces espagnoles pour venir à bout, avec des moyens importants, de la révolte rifaine d'Abd El Krim. Et pourtant, malgré ses déceptions, Khaled continua à en appeler à ses "amis" libéraux, même à partir du moment où il lia son sort à celui de l'Union Intercoloniale communiste.

Ce ne fut donc bien qu'après avoir épuisé tous les recours possibles du côté de ses "amis" libéraux que Khaled se tourna résolument vers le Parti Communiste. Croyait-il ainsi pouvoir encore faire pression sur le gouvernement du Cartel ou pensa-t-il qu'il était désormais vain d'escompter des soutiens de ce côté-là? Toujours est-il que Khaled consacra l'essentiel de son séjour de l'été 1924 à Paris à développer son action en liaison avec le Parti Communiste. On sait qu'il rencontra à plusieurs reprises Jacques Doriot dans l'appartement de son fondé de pouvoir, Ahmed Rabah Belghoul. Le P.C. est le seul parti politique à soutenir les revendications immédiates des colonisés, notamment par l'intermédiaire de l'Union Intercoloniale d'où naquit, en 1926, l'Etoile Nord-Africaine. Le futur fondateur de cette dernière, Hadj Ali, travailla activement pour le rapprochement entre Khaled et communistes: en juillet 1924, LE PARIA, TRIBUNE DU PROLETARIAT COLONIAL (journal de l'Union Intercoloniale) publie en première page la lettre-programme adressée par Khaled à Herriot. Abdelaziz Menouer, autre militant influent du P.C., fait état d'une correspondance suivie entre un "groupe Khaled", à l'époque de l'exil, et l'Union Intercoloniale. Mais il ne semble pas que, malgré ces probables contacts, Khaled eût vraiment décidé de s'appuyer définitivement sur le P.C. avant juillet 1924.

Du côté communiste, on le sait, la démarche du P.C. se rapporte à la stratégie nouvelle de l'Internationale Communiste définie par son quatrième congrès: soutenir tout mouvement révolutionnaire dans les colonies et s'allier, dans le cadre d'un "front anti-impérialiste" avec tout groupement de

"bourgeois nationalistes" qui "lutterait pour l'émancipation de la tutelle européenne, quitte à se dresser contre lui, si, au cours des événements, ce groupe laisse apparaître son caractère bourgeois et anti-ouvrier". Khaled est donc perçu, dans le cas algérien, comme "le chef du mouvement national révolutionnaire". Khaled ne pouvait pas faire autre chose que de répondre à de telles sollicitations.

Coupé de ses bases algériennes depuis qu'il n'a plus la possibilité de se rendre en Algérie, tenu en quarantaine par la classe politique française, il ne peut plus choisir ses alliés: ils s'imposent à lui. Mais, positivement, aussi, il sait que la population ouvrière algérienne vivant en France peut lui servir de masse de manoeuvre: on sait, en effet, que le P.C. présenta dans le département de la Seine Hadj Ali Abdelkader -qui était naturalisé français- aux élections législatives de 1924. Hadj Ali ne manqua l'élection que d'une vingtaine de voix. Cet événement suscita des espoirs parmi les Algériens vivant en France et les incita à militer plus activement. On sait, par exemple, que la candidature Hadj Ali précipita l'engagement de Messali Hadj: il était évident que Khaled ne pouvait que voir là un terrain favorable à l'action.

On est donc fondé à penser que, des deux côtés, l'alliance représenta un choix conscient et totalement assumé. Cela ne signifie pourtant pas du tout que Khaled entendit remettre au P.C. seul les directives de son action. L'indique, par exemple, la discrétion qui précéda son arrivée à Paris: il évita soigneusement de signer personnellement la correspondance entretenue avec l'Union Intercoloniale et il ne dit rien de

précis sur ses intentions, comme le montre la lettre d'Abdelaziz Menouer à l'Exécutif de l'Internationale Communiste:

"L'émir Khaled, que pense-t-il faire ici? (...) Croit-il en la clémence du bloc des gauches et de son ami Moutet?": on le voit, il y avait souci, chez Khaled, à la fois, de ne pas se lier les mains, et en même temps de ne pas se compromettre, encore, exagérément aux yeux du libéralisme colonial. D'ailleurs, le P.C., via l'Union Intercoloniale, ne cacha pas son irritation devant cette prudence: elle "réprouve" aussi bien "les demandes adressées par l'émir à Herriot" que la modération des discours qu'il prononce aux deux meetings des 12 et 19 juillet 1924. Celui de 19 juillet prend des "allures de meeting contradictoire" (Claude Liauzu) tant le programme de l'émir est en-deça du mot d'ordre d'indépendance déjà en gestation au P.C. et à l'Union Intercoloniale. Ce jour, Khaled ne fut pas un tribun haranguant une foule (12 000 personnes??) mais l'avocat plaidant une cause et utilisant tous les arguments possibles pour convaincre le gouvernement français de la nécessité de réformes coloniales. Il en appela à Napoléon III, à Clemenceau; il invoqua surtout le ciment constitutif du patrimoine idéologique français, celui de la Révolution française et des principes de 1789. Jamais aucune référence à Lénine; simplement un bref remerciement à "tous ceux" (donc pas seulement les communistes?) qui soutenaient son action. L'alliance ne fut donc, à aucun moment, une identification au bolchévisme. Le scénario des deux meetings l'indique bien. Entre le premier meeting, présidé par le professeur Bahloul, dirigeant de la Ligue pour la Représentation des Indigènes Algériens au Parlement, qui se tint au local de la

Fraternité Islamique, et le second, de la rue Blanqui (salle "communiste"), présidé par Hadj Ali et placé sous les auspices de l'Union Intercoloniale, il y eut du "tirage" entre Khaled et ses partenaires communistes. On imagine la tête de ces derniers, en cette soirée du 12 juillet, au milieu de "cette atmosphère de joie et de fraternité islamique" (Messali Hadj) et sous la stridence des youyous peu orthodoxement marxistes-léninistes d'une admiratrice de l'émir, Madame Tizaoui, venus saluer les propos du za'ïm, lesquels durent en eux-mêmes faire grincer plus d'une dent bolchévique. Pas plus que le ton modéré du discours, les références à Napoléon III ou à Clemenceau (le fusilleur de Draveil et de Villeneuve Saint Georges, l'homme de la répression contre le Midi révolté de 1907) ne durent susciter l'enthousiasme chez les militants communistes. Et que dire du tableau pour le moins gentil brossé par Khaled sur les rapports paronssalariés: "Ici, vous vous arrangez entre vous, avec des droits légaux"..."

Ceci pourrait bien expliquer que, pour le second meeting, le P.C., puissance invitante, conçut et disposa lui-même le protocole. Le discours de Khaled fut rigoureusement le même qu'une semaine auparavant, mais le P.C. tint à en contrebalancer l'effet, voire à le neutraliser. Hadj Ali en prononça un à tonalité communiste musclée et, intervint également le secrétaire de l'ambassade communiste: l'intervention modérée de Khaled fut littéralement cernée par des interventions vigoureuses obéissant aux canons de l'heure du marxisme léninisme tel que le concevait, alors, le Komintern. Jamais l'"entrée en communisme" de Khaled ne lui fit adopter les thèses marxistes-

-léninistes. L'adhésion de Khaled à l'Union Intercoloniale fut bien conçue par le P.C. comme l'alliance avec un courant "nationaliste démocratique". Et, de même, l'émir Khaled comprit bien de cette manière l'alliance: jamais l'émir ne se convertit à la lutte des classes. Les attaques épisodiques de L'IKDAM contre la "féodalité" et la "bourgeoisie" eurent essentiellement pour objectif de dénoncer la discrimination coloniale dont étaient respectivement victimes l'élite algérienne et le peuple algérien.

Il était devenu habituel, déjà bien avant les contacts officiels avec le P.C., dans les derniers numéros de L'IKDAM, de voir les références communistes se multiplier: 27 octobre 1922: reproduction de l'appel aux "travailleurs des colonies" du dernier congrès du parti; 17 novembre 1922: violent article sur la "colonisation", "expansion" capitaliste se réalisant par les moyens les plus illicites et les plus barbares"; et, se multiplier aussi les articles dans le ton ironique au gros vitriol de la presse du parti... Lorsque, dans L'ETENDARD de Bône (Annaba), le rédacteur qui signe Kémal proteste contre l'idée que l'Algérie pourrait accueillir les débris de l'armée Wrangel, s'est plus au double imaginaire d'un gros colon arrogant qu'à un chef militaire blanc que va l'hostilité. Et, quand "Kemal" écrit que "les troupes françaises sont toujours en Syrie et en Cilicie et (que) la bourgeoisie capitaliste s'obstine à laisser dans ce pays une armée pour satisfaire son "impérialisme" ou que "des jeunes Français et indigènes(...) sont sacrifiés pour l'intérêt du gros capitalisme", là encore le capitalisme est essentiellement vu au travers de son double colonial. Or, chacun sait que le pseudonyme de Kemal fuit celui dont se servit Ferhat

Abbas dans ses écrits de jeunesse, en particulier à L'ETENDARD, et qu'il collabora aussi à L'IKDAM. Et il est de notoriété publique que jamais Ferhat Abbas ne fut excessivement marxiste-léniniste. En Algérie, le communisme des Algériens fonctionna donc surtout comme une rhétorique de la dénonciation des inégalités coloniales. Et Khaled considéra le P.C. comme un compagnon de route, parmi d'autres, et après d'autres. Pragmatique, il n'y voulut rien trouver d'autre que ce qu'Abdallah Laroui nomme justement un "marxisme positif". Ce fut sans doute, aussi, le cas pour la première Etoile Nord-Africaine, mais avec cette différence de taille qu'elle fut animée par d'authentiques militants ayant le contact avec la classe populaire et en étant eux-mêmes en grande partie issus. Le "communisme" de Khaled peut donc se résumer par une formule typiquement sienne: "Soyons anarchistes, bolchévistes, anti-Français, nationalistes et tout ce que vous voudrez, mais restons hommes!"

Mais, dans L'IKDAM, la dénonciation reste ponctuelle de faits scandaleux, l'irrespect anticolonial est discontinu: rien qui rappelle, par exemple, la rubrique antimilitariste des "gueules de vache" de L'HUMANITE de cette époque. Jamais d'antimilitarisme chez le capitaine Khaled. Le rapprochement avec les communistes, net dans la dernière année de vie de L'IKDAM, ne modifia pas, on l'a vu, de manière fondamentale, la thématique modérée des khalédiens. Les dénonciations, plus violentes, de la "bourgeoisie capitaliste" sont surtout une clause de style destinée à donner plus de mordant à la dénonciation des inégalités coloniales et de la privation de la plupart des droits politiques. Dès 1920, un notable khalédien aurait déclaré:

"Nous nous sommes jetés dans les bras du parti socialiste extrême, non parce que nous partageons ses idées (...), parce que le parti socialiste est le seul qui s'occupe des indigènes. Nous savons que la grande majorité de nos coreligionnaires n'est pas mûre pour recevoir des droits politiques, mais si nous les réclamons malgré tout, c'est uniquement pour nous faire un tremplin électoral (...). Nous abandonnerons complètement la masse ignorante de nos coreligionnaires si vous accordez sans restriction l'accès des lettrés dans la famille française, c'est à dire la naturalisation (française, NDLA) dans le statut personnel (musulman, NDLA)".

La citation est assurément trop cynique pour être absolument authentique, mais le calcul qu'elle décrit dut être implicitement celui de nombre de membres de l'élite khalédienne: l'alliance avec le communisme était donc conçue comme un moyen de pression sur le pouvoir français, afin de lui faire peur et de lui faire jeter du lest en promouvant des revendications politiques qui n'intéressaient pas la masse algérienne, mais seulement l'élite. Pour Khaled, en tout cas, son "communisme" ne fit pas de lui un autre homme. Pendant les quatre ans et demi de son action politique algérienne, Haled enseigna tant à ses compatriotes à voter pour le vote que, une fois ses déboires électoraux avérés et une fois son échec rendu patent, de son exil, il n'eut rien à leur proposer d'autre. S'appuyer sur un parti révolutionnaire pour faire passer un message modéré, telle fut l'action concrète de Khaled aux côtés des communistes en 1924.

Dans la mesure où, plus ou moins confusément, la classe populaire partagea la méfiance qu'exprime Messali Hadj dans

ses Mémoires à l'endroit de Khaled, la baisse de l'audience du khalédisme, à partir de 1922, s'explique. Lorsque Messali décrit l'arrivée, en août 1922, de l'émir Khaled, dans sa ville de Tlemcen, il ne manque pas de noter, avec déception, qu'il ne fréquente guère que les bourgeois, qu'il loge chez eux, qu'il mange chez eux, et que les pauvres ne peuvent pas l'approcher. A l'inverse, Messali s'émerveille de l'attitude du dirigeant communiste français Paul Vaillant-Couturier, qui parcourt l'Algérie à époque: bourgeois et intellectuel français, Vaillant-Couturier recherche le contact des pauvres alors que Khaled garde ses distances de chef et ne fraire qu'avec les chefs potentiels. Il va au peuple, mais de loin, dans les meetings où il est le seul à parler, pour lui apporter la "bechara" (la bonne parole), pas pour apprendre de lui. Messali fut choqué par le prix (10 francs, soit trois jours de salaire d'un ouvrier agricole) auquel Khaled vendait le petit livre vert de sa Fraternité Algérienne, avec sa photo et des citations du Coran. Messali fut déçu que, à Tlemcen, Khaled n'appelât pas le peuple à l'organisation; et, lorsqu'il alla l'entendre à Paris en juillet 1924, il fut déçu de ne pas l'entendre prononcer le mot "indépendance".

Donc, le recours de Khaled au "communisme" n'empêcha pas, si même il ne la révéla mieux encore, la distance avec la révéla mieux encore, la distance avec la classe populaire. C'est que, dans les années vingt, bien d'autres que Khaled ont recours au même communisme anticolonial, comme Messali, par exemple, ce qui contribua à les déciller sur le compte de la réalité politique du khalédisme. Dès avant la création de

de l'Etoile Nord-Africaine, la religion de Messali était faite: "Entre nous, par exemple, et l'émir Khaled, il y avait une différence comme le jour et la nuit". Donc, pour Khaled, la recherche d'alliés communistes ne consista pas en un choix délibérément exclusif.

Les conditions de naissance de l'Etoile Nord-Africaine, tant discutées entre historiens et idéologues algériens, permettent de vérifier et de préciser l'image de Khaled.: On sait, en effet, qu'il existe une thèse, fort répandue, qui crédite l'émir Khaled d'avoir fondé l'Etoile Nord-africaine. Cette thèse émane, en particulier, d'une source quasiment unique, celle du fondé de pouvoir de l'émir à Paris, Ahmed Rabah Belhoul, qui fut reprise par d'autres témoignages (Amar Khider) et des points de vue (Amar Ouzegane, Ferhat Abbas, Mohamed Lebjaoui). Elle est contredite par les témoignages d'inspiration messaliste, ainsi que par la plupart des chercheurs sérieux, tant algériens (Omar Carlier) que français (Benjamin Stora). Or, rien, dans les archives de la Préfecture de Police de Paris ne permet de corroborer la thèse Amar Khider/ Belghoul. Rien non plus dans les archives de la commission coloniale du Parti Communiste n'indiquent un quelconque rôle de l'émir Khaled dans la fondation de l'Etoile Nord-Africaine. On connaît assez bien la personnalité de Belghoul, l'inspirateur principale de la thèse d'une E.N.A. fondée par Khaled: Belghoul fut essentiellement constitué par l'admiration exclusive qu'il voua à son grand homme, l'émir Khaled, ainsi qu'à l'interlocuteur principal de son héros, Jacques Doriot, à Paris.

Les archives départementales des Bouches du Rhône évoquent bien des projets de formation par l'émir Khaled, en 1925, d'un groupement des Algériens vivant dans la région marseillaise que la police baptisa la "Ligue des Africains du Nord". Or, cette ligue ne fit jamais parler d'elle. Que l'émir Khaled ait eu l'intention de la mettre sur pieds est possible. Qu'elle ne fonctionna jamais, ou si discrètement que cela revient au même, c'est certain. A vrai dire, les policiers français ne surent pas très bien si Khaled était revenu à Paris à l'automne 1925 avec l'intention de faire de la politique en regroupant les Algériens ou si c'était pour se servir de la France pour gagner, ensuite, le Rif et y collaborer avec le combat d'Abd El Krim. En tout cas, Khaled fut tellement surveillé que, quelles qu'aient été ses intentions, il ne put faire ni l'un ni l'autre.

Par ailleurs, si l'on en croit la thèse Amar Khider/Belghoul, l'émir Khaled aurait proclamé la constitution d'une Etoile Nord-Africaine et Islamique (E.N.A.I.) à l'issue des deux meetings parisiens de 1924. Or, aucun témoignage ne vient corroborer cette manière de voir: rien à ce sujet dans les mémoires de Messali Hadj qui assista aux meetings en question, rien non plus dans la brochure que fit paraître Spielmann et qui rendit compte de ces deux conférences. Rien dans la presse, non plus, pas plus dans L'HUMANITE que dans la presse bourgeoise qui n'eût pas manquer de le signaler et de s'en effrayer. Rien enfin dans les archives de la police, dont elle sait qu'elle surveilla étroitement ces deux manifestations avec beaucoup de soin. Les témoignages de Belghoul, d'ailleurs, se contredisent: certains



affirment qu' l'"E.N.A.I." fut déclarée légalement; d'autres affirment qu'elle ne le fut pas et mena une existence clandestine. Il est infiniment probable, dans l'état actuel de notre documentation, qu'il y eut peut-être bien une fantomatique E.N.A.I., mais qu'elle se réduisit probablement à Khaled lui-même et à un quarteron de ses fideles, Belghoul en tête. Les premières concertations entre militants algériens, en 1925, qui étaient décidés à passer à l'action, ont peut-être bien été impulsées par des déçus d'un khalédisme qui leur paraissait trop modéré et par des militants communistes (Hadj Ali, Messali, Si Djillani...), désireux de militer dans une structure efficace, à des degrés divers séduits par la ligne de l'Internationale Communiste sur les partis nationaux révolutionnaires, mais, aussi, pour beaucoup d'entre eux, soucieux de garder une certaine distance avec le Parti Communiste mais résolus à militer dans l'organisation parallèle communiste, l'Union Intercoloniale, d'où sortira finalement l'Etoile Nord-Africaine.

Vraisemblablement, la vieille garde khalédienne fut réticente devant une telle évolution et, si E.N.A.I. il exista, elle fut conçue comme devant permettre aux Algériens d'échapper à une emprise communiste jugée trop importante. Cela permet d'expliquer pourquoi Belghoul ne fit pas partie du comité central fondateur de l'E.N.A. et qu'on ne l'y retrouve qu'une seule fois, en 1929, précisément à un moment où l'E.N.A. tenait à se démarquer nettement du Parti Communiste. Incontestablement, de son exil, Khaled ne gouta pas l'évolution des militants qui créèrent l'E.N.A.; il dut engager Belghoul à rester à l'écart d'une telle organisation.

Il leur reprochait de s'être trop inféodés à la mouvance communiste et, en même temps, il ne pouvait souffrir que des Algériens pussent décider souverainement de s'organiser en dehors de sa personne, indépendamment de sa figure prestigieuse. Et pourtant, cette figure prestigieuse, l'E.N.A. l'utilisa, puisque les cartes de l'E.N.A. portent la mention: "président d'honneur: émir Khaled". Mais, jamais, ni de près ni de loin, l'émir Khaled n'accepta de cautionner, d'aider, d'encourager même par un télégramme ou un simple message, les manifestations et l'action de l'E.N.A.. On sait que, en 1929, lors du célèbre meeting de la rue Grange aux Belles, Khaled refusa de devenir président la manifestation, alors même qu'il y avait été invité par Messali, et qu'il aurait pu venir en France légalement. Hautain, il fit même déclarer par Belghoul à la police qu'il se désolidarisait totalement de l'Etoile Nord-Africaine. Pourtant, à cette époque la, l'E.N.A. était déjà bien avancée dans son processus de rupture avec le Parti Communiste, ce qui aurait dû, a priori, plaire à l'émir Khaled. En vérité, ce fut, vraisemblablement, l'organisation, indépendante par rapport à sa personne, d'authentiques militants n'ayant plus besoin de chefs charismatiques, sinon sous la forme de références symboliques, qui l'ulcéra et le fit boycotter ce groupement de plébéiens.

Aujourd'hui, la thèse de la création de l'E.N.A. sous les auspices de l'Union Intercoloniale en 1926 est admise par les éléments les plus sérieux de la communauté scientifique des historiens. Requalifier l'émir Khaled pour disqualifier Messali Hadj et, en même temps, ses origines communistes, tel fut sans doute, plus ou moins explicitement, l'objectif des partisans

de la thèse Amar Khider/Belghoul: c'est que l'histoire officielle algérienne qui aime à voir en le 1er novembre 1954 un commencement absolu, n'a pas encore digéré l'itinéraire de Messali Hadj, le dirigeant prestigieux, accusé d'avoir, en 1954, manqué au rendez-vous de l'histoire. Il est à craindre que, pour les longues années, encore, le nom de Messali soit en Algérie passé au trou de mémoire alors que l'émir Khaled a été réintégré dans le panthéon nationaliste où, dans la galerie officielle des portraits nationaux, il occupe les brillants seconds rôles, soigneusement épousseté, là encore, de ce qui peut rappeler ses relations avec les communistes, français notamment.

Conclusion

Si l'émir Khaled pur se rapprocher, au terme de son itinéraire politique, d'un parti communiste français au moment même où celui-faisait profession d'anticolonialisme dur, ce fut bien, on l'a vu, en désespoir de cause, et une fois épuisés les recours de l'heure au libéralisme colonial et à ses doubles internationaux (comme le président américain Wilson). Au lendemain de la guerre, de la même manière que l'émir Khaled avait sollicité le soutien des libéraux, du président Wilson, des milieux du libéralisme colonial italien, il regarda du côté communiste. Le communisme était pour Khaled une des composantes des alliances multiformes qu'il entendit nouer en voulant faire flèche de tous bois pour défendre son programme modéré de réformes. Mais, quelle que soit la modération, il faut bien saisir que la revendication s'inscrit dans le contexte de l'après-guerre, qui est celui de la peur devant le bolchévisme et devant l'ébauche sans précédent d'un

nouveau front des colonisés dans le monde, de l'Inde au Maroc, de l'Egypte à la Turquie. C'est l'insécurisation générale du nouveau contexte international, plus que le programme politique de Khaled, qui fit concentrer sur lui les attaques du pouvoir colonial. Prisonnière de ses fantasmes sur le "chef d'orchestre clandestin", le pouvoir colonial focalisa ses craintes et ses attaques contre l'émir Khaled, en Algérie. Et l'arbre lui cacha sans doute la forêt, au moins pendant un certain temps: jusqu'en 1925-26, la surveillance fut sans doute proportionnellement beaucoup plus attentive à l'endroit de l'émir Khaled qu'à l'endroit de la nouvelle génération des militants formés en France, à l'école de l'armée et à l'école de l'usine.

Mais, avec l'apparition de cette génération, grandie et nourrie en France des modèles du mouvement ouvrier européen -Hadj Ali, Ben Lekhal, Messali...-, une page est résolument tournée, une résistance anticoloniale de plus grande ampleur et plus radicale se fait jour. Et, comme dans le cas de l'émir Khaled, elle emprunta à son tour le canal communiste pour s'exprimer. Cela ne signifie évidemment pas que les uns et les autres aient été communistes: ce qui les intéressait par-dessus tout, c'était un tremplin pour leur action, une aide pour leurs luttes, un porte-voix pour leurs idées. Cette collusion entre nationalistes algériens, modérés ou radicaux, et communistes, ne surprendra que ceux pour lesquels les relations entre communistes et anticolonialistes algériens musulmans ne peuvent que mettre à vif un prétendu conflit essentiel entre deux essences mutuellement étanches, et qui seraient la musulmane et la communiste.

Les points d'appui de Khaled furent assurément multiformes; on sait aussi, d'autre part, que la ligne "anticoloniale" de l'Internationale Communiste fut sujette à des variations notables tenant pour une notable part aux prises de décision centralisées et influencées surtout par le "centre" européen, et particulièrement la "patrie du socialisme". S'il n'était pas mort à la veille du Front Populaire, un Khaled en pleine possession de ses moyens fût sans doute reparu sur la scène algérienne. Il n'aurait peut-être même pas eu, pour se mettre au diapason du Congrès Musulman de 1936, à renier ses amis communistes, lesquels s'étaient dans l'intervalle convertis au réformisme en matière coloniale.